



« INITIATIVE MAYOTTE »

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2022



commissaire
aux comptes

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com



INITIATIVE Mayotte

INITIATIVE MAYOTTE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mesdames,
Messieurs;

OPINION AVEC RESERVE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INITIATIVE MAYOTTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RESERVE

Motivation de la réserve

Nous avons relevé le fait que :

- les cautions des prêts ne sont pas prélevées de façon systématique et nous restons dans l'attente d'une certification que ces retards ne provoquent pas un risque de non-activation de la caution en cas d'impayés par l'adhérent.
- Il figure dans les comptes pour 30 Ke de sommes encaissées non affectées à des comptes tiers. Or la provision pour risque d'impayés qui a été calculée pour la première fois en 2022 a été déterminé en fonction des comptes tiers, il existe donc un risque de surprovisionnement non chiffrable.

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Principes, règle et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant la provision sur les prêts d'honneur pour la première fois en 2022, avec un impact dans les comptes de 1 151 977.83 €

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La correcte valorisation des produits, subventions et engagements figurant au compte de résultat ;
- La correcte valorisation des créances figurant au bilan ;
- le caractère raisonnable des estimations significatives retenues

et sur la présentation d'ensemble des comptes.

VÉRIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Le rapport de gestion ne nous ayant pas été communiqué, nous ne pouvons formuler d'opinion à son sujet.

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com



Nous notons cependant que l'article 22.2 des statuts n'a pas été respecté car l'assemblée générale clôturant les comptes clos au 31/12/2022 aurait dû avoir lieu avant le 30/06/2023.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers

97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com



- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Saint-Denis, le 26 mars 2024

Les Commissaires aux Comptes :

Pour CABINET VALEC



Dominique VALIN

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

Bilan association ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	20 316,24	9 747,97	10 568,27	15 912,49	- 5 344
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	5 262 540,29	1 151 977,83	4 110 562,46	6 455 442,03	-2 344 880
Prêts					
Autres					
TOTAL (I)	5 282 856,53	1 161 725,80	4 121 130,73	6 471 354,52	-2 350 224
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 393,00		3 393,00	3 469,00	- 76
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres					
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	3 701 704,73		3 701 704,73	2 583 624,90	1 118 080
Charges constatées d'avance					
TOTAL (II)	3 705 097,73		3 705 097,73	2 587 093,90	1 118 004
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	8 987 954,26	1 161 725,80	7 826 228,46	9 058 448,42	-1 232 220

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Bilan association ANC(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires	6 494 710,00	6 494 710,00	
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	13 267,43	13 267,43	
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 160 963,97		-1 160 964
Situation nette (sous total)	5 347 013,46	6 507 977,43	-1 160 964
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	5 347 013,46	6 507 977,43	-1 160 964
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés		109 866,83	- 109 867
TOTAL (II)		109 866,83	- 109 867
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	193 231,68	153 658,84	39 573
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	2 285 983,32	2 286 945,32	- 962
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	2 479 215,00	2 440 604,16	38 611
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	7 826 228,46	9 058 448,42	-1 232 220
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

Certifié par

le

Commissaire aux comptes

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
<i>Engagements donnés</i>			

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Compte de résultat association ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	1 280,00	400,00	880	220.00
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services				
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation		121 960,17	- 121 960	-100
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation comptable				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	109 866,83		109 867	N/S
Utilisations des fonds dédiés	511,80	7,00	505	N/S
Autres produits				
Total des produits d'exploitation (I)	111 658,63	122 367,17	- 10 709	-8.75
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	115 683,15	119 902,91	- 4 220	-3.52
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés		393,76	- 394	-100
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 564,22	2 553,75	4 010	157.04
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges		38,24	- 38	-100
Total des charges d'exploitation (II)	122 247,37	122 888,66	- 641	-0.52
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-10 588,74	-521,49	- 10 067	N/S
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	1 602,60	521,49	1 081	207.31
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	1 602,60	521,49	1 081	207.31
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 151 977,83		1 151 978	N/S
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

Certifié par

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	1 151 977,83		1 151 978	N/S
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-1 150 375,23	521,49	-1 150 897	N/S
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-1 160 963,97		-1 160 964	N/S
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	113 261,23	122 888,66	- 9 627	-7.83
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 274 225,20	122 888,66	1 151 337	936.89
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 160 963,97		-1 160 964	N/S
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
Produits exceptionnels				
Charges exceptionnelles				
Total des produits (I + III + V)	113 261,23	122 888,66	- 9 627	-7.83
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 274 225,20	122 888,66	1 151 337	936.89
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 160 963,97		-1 160 964	N/S
Evaluation des contributions volontaires en nature				

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Préambule

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 7 826 228.46 €.

Le résultat net comptable est un déficit de 1160 963.97 €.

DESCRIPTION DE L'OBJET DE L'ENTITE

L'association a été fondée le 13/10/2016.

Dans le respect des dispositions légales, l'association a pour objet de déceler et de favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités de biens ou de services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement de TPE ou PME.

L'association Initiative Mayotte est l'une des 206 associations locales Initiative réparties sur tout le Territoire métropolitain et ultramarin formant le réseau Initiative France, premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs.

Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la Réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le Financement de créateurs/repreneurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs - notamment bancaires - de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à:

- Une charte d'éthique, un référentiel "métier", la "promesse Initiative France", un système de

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Préambule (suite)

qualification.

- L'assistance de ses organisations régionales et des services de sa coordination nationale.
- Le projet stratégique du réseau pour la période 2022-2025.

DESCRIPTION DE LA NATURE DU PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS

L'association INITIATIVE MAYOTTE est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

L'association se compose de six collèges:

- Collège "COLLECTIVITES PUBLIQUES": les collectivités territoriales et leurs regroupements.
- Collège "ORGANISMES FINANCIERS": toutes personnes morales intervenant dans le domaine financier:

assurances, établissements de crédits, banques, ainsi que les caisses de retraites, mutuelles, sociétés de capital-risque, société de caution mutuelle

- Collège "ENTREPRISES": toutes entreprises à caractère commerciale, industriel, artisanal, libéral, agricole et de service.

- Collège "OPERATEURS": les personnes morales intervenant en faveur de l'entrepreneuriat et du Développement économique local, départemental, régional ou national, telles que syndicats, organisations socio-professionnelles, groupements interprofessionnels, chambres consulaires, agences de développement, pépinières, incubateurs, couveuses, associations d'entreprises ou de chefs d'entreprises, associations de l'économie solidaire, établissements de formation et de recherche, organisme de soutien à l'emploi.

- Collège "QUALIFIES": toutes personnes physiques retenues par le Conseil d'administration pour leurs compétences, et leur volonté d'implication.

- Collège "BENEFICIAIRES": les bénéficiaires (personnes physiques) d'un prêt d'honneur de l'association en cours de remboursement et ayant sollicité leur adhésion par écrit. Deux membres de ce collège sont désignés annuellement par leur pairs en tant qu'invités permanents au CA.

Aucunes collectivité, personne morale ou personne physique, quel que soit le collège, ne peut être "membre de droit" de l'association ou siéger à ce titre dans aucune de ses instances.

L'association doit compter au moins vingt adhérents émanant obligatoirement des quatre collèges visés ci-dessus, à savoir les membres "COLLECTIVITES PUBLIQUES", "ORGANISMES FINANCIERS", "ENTREPRISES", "OPERATEURS".

Pour être adhérent de l'association, il faut au préalable:

- Avoir déposé ou envoyé une demande d'adhésion écrite au siège social de l'association, à l'attention du Président
- qui présentera cette demande au CA, ou
- Avoir été proposé par un des membres du CA,
- Etre admis sur décision du CA.

Le montant de la cotisation annuelle des adhérents est fixé la première année par l'AG constitutive, les années suivantes par l'AG ordinaire.

Les cotisations peuvent être variables en fonction de chaque collège: le barème doit être précisé dans Le règlement intérieur.

La cotisation est due au 1er janvier de l'année civile en cours.

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Préambule (suite)

Les ressources de l'association se composent:

- des cotisations annuelles versées par ses adhérents;
- des avances, dons ou subventions qui pourraient lui être accordées par l'Etat, les instances communautaires, les régions, les départements, les communes et les établissements publics.
- des apports en numéraire dont les conditions et les modalités, notamment de reprise, sont déterminées par un contrat d'apport signé par le président de l'association;
- des intérêts et revenus de biens et valeurs appartenant à l'association;
- du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé au cours de l'exercice;
- des recettes provenant de produits ou services fournis par l'association dans le cadre ou pour la Poursuite de son objet;
- des dons manuels des entreprises et des particuliers, notamment dans le cadre du dispositif des articles 2001d) et 238 bis 4° du code général des impôts;
- de toutes autres ressources autorisées par la loi, la jurisprudence.

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants:

Concrètement, sur l'exercice 2022, notre association locale a étudié 56 dossiers, présenté au comité d'agrément 28 projets dont 28 ont été validés correspondant à 28 prêts personnels accordés (dont un projet abandonné après une décision favorable).

- Etat de l'actif immobilisé (NIF et ANC 2018-06)

L'état des prêts décaissés à l'actif du bilan se présente ainsi:

Le montant brut des prêts décaissés au 31/12/2022 s'élève à 280 000€ contre 2 856 000€ au 31/12/2021

Sur l'exercice 2022, 13 prêts ont été décaissés pour un montant de 280 000€ dont :

- 6 prêts pour un montant de 140 000 € accordés en 2022.
- 7 prêts pour un montant de 140 000 € accordés en 2021.

- Etat des provisions (NIF)

L'état des provisions pour dépréciation des prêts à l'actif du bilan se présente ainsi :

Les prêts sont provisionnés sur le montant net de garantie selon la règle suivante :

- Plus de 3 jusqu'à 6 impayés: 50%
- Plus de 6 impayés: 75%
- En redressement judiciaire ou liquidation de bien: 100%
- En cas de cessation d'activité: 100%

Sur l'exercice 2022, aucune perte définitive sur prêt d'honneur n'a été constatée.

La décision a été prise de ne pas tenir compte de la garantie BPI en raison des conditions de la mise en jeu de la garantie.

- Etat des créances et dettes (NIF):

Le montant des prêts à l'actif du bilan se décompose ainsi selon les échéances:

Au 31/12/2022, aucun apport en fonds de prêts n'a été accordé et non encore encaissés à l'actif du bilan.

- Répartition de la trésorerie (NIF):

Au 31/12/2022, la trésorerie se décompose ainsi selon la méthode préférentielle préconisée par la Norme Initiative France:

TRESORERIE	31/12/2022
Trésorerie s. Prêt	2 856 208.42 €
Trésorerie fonctionnement	845 496.31 €
Total	3 701 704.73 €

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice (suite)**- Montants des engagements financiers (NIF):**

Au 31/12/2022, le montant des prêts accordés par le comité d'agrément mais non décaissés n'est pas comptabilisé mais figure parmi les engagements hors bilan.

Il s'élève au 31/12/2022 à : 4 prêts accordés et décaissés en 2023 pour un montant de 80 000€ et 11 prêts accordés en 2022 et décaissés en 2023 dans l'attente de co financement pour un montant de 230 000 €.

- Informations sur les fonds propres (ANC 2018-06 et NIF):

Les ressources de fonds de prêts octroyés dans le cadre des prêts d'honneur accordés par l'association sont enregistrées dans des comptes d'apports avec ou sans droit de reprise ou d'emprunts selon les obligations conventionnelles.

Les pertes et dépréciations constatées lors de l'exercice précédent sur les prêts d'honneur ont fait l'objet d'une décision de l'Assemblée Générale annuelle doivent être imputées pour un montant équivalent des dépréciations et pertes de l'actif immobilisé au niveau des apports et emprunts qui les ont financés, dans des comptes spécifiques, apparaissant en négatif des postes du bilan passif.

Les pertes et dépréciations sont réparties au pourcentage du poids des apports avec ou sans droit de reprise ou emprunts sur le total des ressources de fonds de prêts disponibles par type de prêts.

La variation des fonds propres sur l'activité prêt peut se résumer ainsi:

- Fonds de prêts sans droits de reprise au 31/12/2022 : Néant.

- Fonds de prêts avec droits de reprise au 31/12/2022 : 6494710.00 € sans variation par rapport à l'exercice précédent.

La quote-part des fonds propres, affectable au fonctionnement de l'association, se présente ainsi

Fonds propres fonctionnement	31/12/2022
Réserves	Néant
Report à nouveau	13 267.43 €
Sous total	13 267.43 €
Résultat fonctionnement	- 8 986.14 €
Total	4 284.29 €

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux dispositions:

- Du Plan Comptable Général: règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 et le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 de l'autorité des Normes Comptables (ANC).
- Des normes comptables des personnes morales non commerçantes à but non lucratif : règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.
- Des normes comptables et financières spécifiques arrêtées par le réseau Initiative France à la suite de l'entrée en vigueur du règlement ANC 2018-06

Les comptes annuels sont établis avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base:

- permanence des méthodes sous les réserves 2020 mentionnées ci-après,
- indépendance des exercices
- continuité d'exploitation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement ANC 2018-06 offre certaines options de comptabilisation. Notre association a opté:

- pour la comptabilisation des cotisations, l'option retenue est celle de comptabiliser en fonction de l'émission de l'appel de fonds et non sur la base des encaissements.
- concernant les fonds dédiés contribuant au financement d'immobilisations amortissables, les fonds dédiés sont considérés comme des subventions d'investissement reportées au résultat au rythme des amortissements.

Il est à noter que pour la première fois, nous avons pris en compte une provision sur prêt d'honneur pour un montant de 1151 977.83€.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

2.2.2 - Actifs incorporels, corporels et financiers inaliénables :

L'entité détient des actifs incorporels, corporels et financiers inaliénables. (Préciser la nature de l'actif inaliénable, la date d'inscription à l'actif, la durée d'inaliénabilité et la valeur nette)

2.2.3 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.4 - Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	19 096,00	1 220,00		20 316,00
Immobilisations financières	6 455 442,00		1 192 902,00	5 262 540,00
TOTAL	6 474 538,00	1 220,00	1 192 902,00	5 282 856,00

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers				
Matériel de transport	1 924,00	5 735,00		7 659,00
Matériel de bureau et informatique	1 260,00	829,00		2 089,00
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	3 184,00	6 564,00		9 748,00
TOTAL GENERAL (I+II)	3 184,00	6 564,00		9 748,00

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	3 393,00	3 393,00	
Autres créances			
Charges constatées d'avance			
TOTAL	3 393,00	3 393,00	

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers				
Comptes financiers		1 151 978,00		1 151 978,00
TOTAL		1 151 978,00		1 151 978,00

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise	6 494 710,00				6 494 710,00
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	13 267,43				13 267,43
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice					1 160 963,97
Dont générosité du public					
Situation nette	6 507 977,43				5 347 013,46
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	6 507 977,43				5 347 013,46
TOTAL dont générosité du public					

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées - à l'exercice - aux exercices ultérieurs	1 151 977,83	
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association	8 986,14	
SOLDE	1 160 963,97	

4.3 - Fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants:

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés »;
- les reports en fonds dédiés;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	234 000,00	109 866,83	109 866,83				
TOTAL	234 000,00	109 866,83	109 866,83				

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.5 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II				
TOTAL GENERAL (I+II)				
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				

4.6 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	193 231,68	193 231,68		
Dettes fiscales & sociales				
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	2 285 983,32	2 285 983,32		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	2 479 215,00	2 479 215,00		

4.7 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes étab. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	67 960,00
Dettes fiscales & sociales	
Autres dettes	
TOTAL	67 960,00

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

5 - Notes sur le compte de résultat**5.1 - Subventions reçues et fonds dédiés**

Au 31/12/2021, les fonds dédiés était de 109 867€. Ils ont été totalement épuisés au 31/12/2022.

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

6 - Autres informations**6.1 - Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 6 000 €.

Certifié par
le
Commissaire aux comptes



« INITIATIVE Mayotte »

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION COMPTES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2022

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2022



commissaire
aux comptes

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com



INITIATIVE Mayotte

INITIATIVE Mayotte

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mesdames,
Messieurs;

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

À Saint-Denis, le 26 mars 2024

Les Commissaires aux Comptes :

Pour CABINET VALEC



Dominique VALIN

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com